

une solution de rechange après l'autre à des liens économiques plus étroits avec les États-Unis, y compris l'établissement de rapports plus étroits avec l'Europe occidentale, le Pacifique, et les pays du Tiers-Monde en général. Chacune d'entre elles a porté fruit et a favorisé le commerce extérieur. Toutefois, dans leur ensemble elles n'ont pas réussi à entamer l'imperturbable réalité de la dépendance croissante du Canada envers les États-Unis. Au début des années soixante-dix par exemple, deux-tiers de nos exportations furent absorbés par le marché américain. Cette proportion s'élève aujourd'hui au trois quart de nos exportations et ne cesse d'augmenter.

Au lieu de peser le pour et le contre des relations économiques plus étroites avec notre voisin du sud, le nouveau gouvernement canadien commence à explorer les termes de la meilleure entente possible. Que l'on soit d'accord ou non — et nous avons des réserves dans ce domaine — on a les raisons de croire qu'au cours des prochaines années nous assisteront à une accélération de l'intégration économique des États-Unis et du Canada.

Un deuxième aspect de la politique économique du nouveau gouvernement qui pèsera lourd sur la politique extérieure canadienne à l'avenir, c'est l'intention de promouvoir la croissance du secteur privé comme le "moteur" du renouveau national. Une des premières déclarations du nouveau gouvernement fut de clamer que le pays était à nouveau ouvert aux investissements étrangers ("le paillason a disparu"). Le gouvernement affirma également qu'il serait à l'avenir moins interventionniste que le gouvernement Trudeau ne l'a été dans le passé. En prenant le pouvoir, la première action du gouvernement fut de mettre en vente cinq des nombreuses Sociétés de la Couronne du Canada. Sa seconde fut de transformer l'Agence de tamisage des investissements étrangers d'une agence de filtrage en une agence de promotion des investissements: Investissement Canada. Cette politique constitue la recette de base du gouvernement pour le redressement économique.

On peut toutefois se demander si ceci représente un changement de cap véritablement significatif. Le Canada a-t-il toujours eu une économie essentiellement basée sur la libre entreprise? Jusqu'à un certain point. Car, à côté de l'entreprise privée il a toujours existé au Canada d'importants investissements gouvernementaux, et une forte participation de l'État dans le développement économique: pensions entre autres choses, au chemin de fer, aux télécommunications, et aux services publics. Les Canadiens se sont sentis à l'aise dans cette économie mixte dans laquelle les secteurs privé et public cohabitaient. Il est, bien entendu, possible que le nouveau gouvernement n'effectue qu'une correction temporaire, étant d'avis que le secteur public s'était trop étendu. Ou bien cela peut être le début d'un effort à long terme qui mènerait l'économie et la pensée économiques canadiennes à une synchronisation plus poussée avec l'économie américaine.

Ces deux éléments de la Doctrine Mulroney — intégration économique plus poussée avec les États-Unis et le primat de la libre entreprise tant canadienne qu'étrangère — représente moins un objectif de politique qu'une décision de "suivre le courant" — le courant étant en l'occurrence les multinationales, américaines avant tout.